

Lundi 20 avril 2015

Développement durable: 41% des directeurs d'Ehpad et Ssiad engagés dans une démarche de RSE (Fnaqpa)

PARIS, 20 avril 2015 (APM) - Une enquête menée notamment par la Fédération nationale avenir et qualité de vie des personnes âgées (Fnaqpa) montre que 41% des directeurs d'établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) et de services de soins infirmiers à domicile (Ssiad) ont engagé une démarche de responsabilité sociale ou sociétale des entreprises (RSE).

La Fnaqpa a délivré jeudi lors d'une conférence de presse les premiers résultats de l'enquête nationale réalisée auprès des directeurs d'Ehpad et de Ssiad, ainsi que de la recherche-action menée dans 13 Ehpad et deux Ssiad sur les thèmes du développement durable et de la responsabilité sociétale.

Cette recherche-action, baptisée Add'âge (action développement durable au service du grand âge), d'une durée de 26 mois, a été lancée en janvier 2014 (cf [APM VLRAV004](#)).

Elle bénéficie d'un budget de 950.785 euros, financé à 80% par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) sur sa section VI "recherche et innovation", et à 20% par le groupement d'intérêt économique (GIE) des régimes de retraite complémentaire des salariés du secteur privé Agirc-Arrco, dont cinq Ehpad participent à cette recherche-action.

Lors d'une conférence de presse, jeudi, Didier Sapy, directeur de la Fnaqpa, et Anne Saint-Laurent, directrice de l'action sociale de l'Agirc-Arrco, ont présenté les premiers résultats de cette initiative, "aux deux tiers du projet" qui doit se terminer en décembre. Ont notamment été dévoilés les résultats d'une enquête nationale réalisée auprès de 486 gestionnaires d'établissements et de services, interrogés par l'université Lyon-I, partenaire du projet.

Dans cette enquête, 41% des directeurs ayant répondu au questionnaire assurent avoir engagé des démarches de responsabilité sociale ou sociétale des entreprises (RSE).

Cette démarche s'appuie sur les trois piliers du développement durable que sont les volets écologique, social et économique, rappelle-t-on.

"Ce qui ressort, c'est que les actions qui ont été mises en place sont avant tout sur le pilier social", a commenté Marion Briançon-Marjollet, chargée de mission Add'âge à la Fnaqpa. En deuxième position, viennent les actions sur le pilier sociétal et économique et en dernier rang, celles sur le volet environnemental.

Concernant le volet social de la démarche, les dirigeants interrogés ont insisté sur le fait que les actions devaient être "au service des personnels et des personnes âgées", a ajouté Marion Briançon-Marjollet.

Par exemple, 90% des directeurs ayant engagé une démarche RSE ont mis en place des mesures pour améliorer les compétences des salariés, faciliter le dialogue social ou encore lutter contre les accidents du travail et les maladies professionnelles. Pour les personnes âgées, les dirigeants mettent en avant le respect de leur intégrité et la prise en compte de leur satisfaction afin d'améliorer la qualité du service.

"Les directeurs sont également très soucieux de leur territoire", a précisé la chargée de mission de la Fnaqpa: "93% des directeurs disent avoir essayé de mettre en place des actions en lien avec leurs territoires, par exemple le choix de producteurs locaux [...] ou encore les relations avec les écoles".

Concernant le volet économique de la démarche RSE, "92% souhaitent garder un contrôle strict des coûts", a-t-elle relevé.

Sur le volet environnemental, 71% des dirigeants incitent leurs salariés à adopter une démarche plus responsable et 67% disent mettre en place des actions pour réduire l'impact environnemental. Mais "moins de la moitié se fixent des objectifs de performance écologique", a-t-elle souligné.

LA PHILOSOPHIE DU DIRECTEUR

Cette enquête révèle que la démarche RSE est "un engagement volontaire. Les établissements et services qui se sont engagés l'ont fait grâce à la philosophie du directeur. C'est le premier levier de ceux qui se sont engagés", a résumé Marion Briançon-Marjollet.

L'autre enseignement est que, pour ceux qui ne se sont pas encore engagés dans la démarche, le premier levier serait des incitations financières. "Or, seuls 26% des structures qui se sont lancées dans la démarche ont débloqué un budget spécifique", a remarqué la chargée de mission de la Fnaqpa. Par ailleurs, seuls 9% des dirigeants et 5% des salariés ont dit avoir reçu une formation sur la RSE.

Le troisième enseignement, en forme de regret, est qu'"il y a un manque d'évaluation, avec peu d'indicateurs", a-t-elle souligné. "Moins de 50% des directeurs ont un reporting annuel. Cela ne permet pas, du coup, de bien connaître les impacts des actions mises en place et cela va accentuer les freins, puisque le premier frein pour les directeurs engagés dans une démarche, c'est le manque de moyens humains et financiers pour aller plus loin".

Malgré cela, "la moitié des Ehpad et des Ssiad engagés dans une démarche ont constaté une augmentation de leur chiffre d'affaires sur l'année précédente".

La Fnaqpa a établi un "top 5" des impacts d'une démarche RSE, tels que ressortis de l'enquête: le développement d'une bonne image (pour 79% des directeurs), l'acquisition de nouvelles connaissances (75%), l'amélioration des relations avec les familles (61%) et les personnes âgées (62%), la mise en valeur des talents des personnels au service d'objectifs sociétaux (68%) et la pro-activité pour résoudre les problèmes sociaux (64%).

Au-delà de cette enquête nationale, le projet Add'âge a déjà permis aux 13 structures engagées dans la démarche d'améliorer leurs pratiques et de réaliser des économies (cf [APM VL5NN3X0E](#)).

vl/ab/APM polsan

redaction@apmnews.com

VL4NMYIU7 20/04/2015 18:38 ACTU